

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Association Uni'sons - Convention 2024-2027 d'objectifs avec l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

L'association Uni'sons constitue sur le territoire de la Ville de Montpellier et plus largement sur sa Métropole un acteur essentiel en matière de création, diffusion et la médiation artistique, contribuant au développement de la scène artistique métropolitaine et régionale. Elle développe un projet artistique et culturel autour des arts du monde arabe, de la Méditerranée et des cultures urbaines.

Aussi, Uni'sons est une association prépondérante de la politique en faveur du vivre ensemble menée par la Ville de Montpellier, notamment vis-à-vis de ses engagements en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle, et de ses actions visant à favoriser l'accès à la culture au public le plus large et plus particulièrement de l'enfance, de la jeunesse et des habitants de quartiers politique de la ville, dans l'objectif de :

- Favoriser le développement de la créativité et de la capacité d'initiative ;
- Contribuer à la réduction des inégalités ;
- Permettre la construction de l'identité culturelle de chacun, dans l'ouverture aux cultures ;
- Faciliter l'accès à la culture dans le parcours de vie par la mise en œuvre d'actions adaptées ;
- Participer à l'émancipation des individus et d'une construction citoyenne.

Conformément à la démarche volontariste de la Ville de Montpellier, Uni'sons entend favoriser la diversité culturelle et la mixité des publics par :

- Le développement d'actions de médiation, de diffusion, de création et d'éducation artistique particulièrement auprès des jeunes, de la population des quartiers prioritaires et des publics non-initiés notamment dans le domaine du hip hop et à travers les arts du monde arabe ;
- L'accompagnement de carrière d'artistes ;
- L'insertion sociale et professionnelle des jeunes ;
- L'animation de la vie culturelle du quartier des Hauts de Massane en accompagnant la participation active des habitants ;
- La promotion des échanges culturels Euro-Méditerranéens.

Depuis 2006, l'association porte aussi le Festival Arabesques avec la volonté de promouvoir le lien social à travers l'excellence artistique. En tant que vitrine des arts du monde arabe, premier festival de cette importance en Europe, Arabesques favorise le dialogue entre l'Orient et l'Occident. Ces rencontres interculturelles s'établissent sous le Haut Patronage de l'UNESCO et en partenariat avec l'Institut du Monde Arabe. L'association poursuit ainsi son action en faveur du repérage de nouveaux talents, de la promotion de la création artistique et à la contribution à la professionnalisation des artistes émergents à travers ce festival.

La convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre Uni'sons et les partenaires publics, à savoir le ministère de la Culture, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, pour la mise œuvre du projet artistique et culturel de l'association Uni'sons, et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets. Elle fixe les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel, les modalités de son financement, les relations avec les partenaires institutionnels et les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Par la convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conçu par son directeur et approuvé par son conseil d'administration et le comité de suivi, conformément à son objet statutaire et dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Les partenaires publics s'engagent quant à eux à contribuer financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel, dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire et des décisions de l'Etat et des assemblées délibérantes des collectivités et établissements publics concernées. Pour 2023, la contribution de la Ville s'est élevée à 51 000 €, établie comme suit :

- 10 000 € de subvention de fonctionnement ;
- 8 000 € en Politique de la Ville (L'Art est public) ;
- 27 000 € en Programme de Réussite Éducative (Coulisses PRE) ;
- 6 000 € en Relations internationales – Culture (projet Fès dans le cadre du festival Arabesques).

Lors du Conseil municipal du 26 mars 2024, il a été attribué une subvention de fonctionnement de 10 000 € et une subvention de 5 000 € pour le Projet « *Arabesques met à l'honneur Bethléem* ». La convention est conclue pour une durée de 4 ans, couvrant la période 2024-2027.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs entre l'Etat, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Uni'Sons ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CPO Uni_mars_2024_ok.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-267979-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Convention Pluriannuelle d'Objectifs entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole,
la Ville de Montpellier et l'association UNI'SONS

ANNÉES 2024 - 2025 - 2026 - 2027

VU le règlement de l'Union Européenne n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au Journal officiel de l'Union Européenne du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;

VU le code de l'éducation ;

VU la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU la loi du 11 février 2005 portant sur « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » ;

VU la loi du 8 juillet 2013 pour la refondation de l'Ecole de la République ;

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

VU la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République qui incite fortement au respect et à la mise en valeur des droits culturels des citoyens ;

VU la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;

VU la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

VU le décret relatif à la mise en œuvre du « Pass Culture » en date du 1er février 2019 ;

VU le décret 2021-628 du 20 mai 2021 relatif à la part individuelle du « Pass Culture » ouverte aux personnes âgées de quinze à dix-sept ans remplissant les conditions définies aux 3° et 4° de l'article 2 de ce même décret ;

VU le décret 2021-1452 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du « Pass Culture » aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée ; la part collective du « Pass Culture » est ouverte à tout élève scolarisé en classe de 4e et 3e dans un collège public ou privé sous contrat, ainsi qu'à tout élève inscrit en certificat d'aptitude professionnelle sous statut scolaire ou en classe de seconde, première ou terminale dans un lycée public ou privé sous contrat. Les conditions sont définies aux 3° et 4° de l'article 2 de ce même décret.

VU le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État ;

VU le décret n° 2023-443 du 7 juin 2023 étendant le bénéfice de la part collective du Pass Culture aux élèves des classes de 6e et de 5e ;

VU le décret n°2023-1421 du 30 décembre 2023 pris en application de l'art. 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances au titre de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

VU le décret en conseil des ministres portant nomination de M. Pierre-André DURAND, préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute Garonne ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la circulaire du 29 avril 2008 relative au développement de l'éducation artistique et culturelle ;

VU la circulaire du 3 mai 2013 relative au parcours d'éducation artistique et culturelle ;

VU la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations

VU la circulaire du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle, dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents ;

VU la circulaire du 22 janvier 2019 relative à la déclinaison de la feuille de route gouvernementale « Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers »

VU la circulaire du 8 avril 2022 relative au plan de lutte contre les violences et harcèlements sexistes et sexuels ;

VU les programmes **0131 et 0361** du Ministère de la Culture ;

Vu le programme **361 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture »** du Ministère de la Culture ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026 ;

VU le contrat de ville cadre « Quartiers 2030 », 2023-2030, de Montpellier Méditerranée Métropole (en cours d'élaboration) ;

VU la convention en faveur de la généralisation de l'Education Artistique et Culturelle 2024/2027 entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole, en cours d'élaboration ;

VU la délibération M2020-94 d'élection de Monsieur Michaël Delafosse en tant que président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020.

VU la délibération M 2021-412 établissant la liste des délégations permanentes accordées au

Président par le Conseil de Métropole en date du 5 août 2021.

VU la délibération n°V2020-001 d'élection de Monsieur Michaël Delafosse en tant que Maire de Montpellier

Convention Pluriannuelle d'Objectifs entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'association UNI'SONS

ANNÉES 2024 - 2025 - 2026 - 2027

Entre

D'une part,

L'État, le Ministère de la Culture (Direction régionale des affaires culturelles Occitanie), représenté par M. le préfet de Région,

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, 50 Place de Zeus, 34961 Montpellier, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, dûment habilité par délibération du

ci-après désigné par les termes : la Métropole

VILLE DE MONTPELLIER, 1 place Georges Frêche 34267 MONTPELLIER cedex 2, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, dûment habilité par délibération du

ci-après désigné par les termes : la Ville

Désignés ensemble sous le terme « les partenaires publics »

Et

L'ASSOCIATION UNI'SONS association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 475 avenue du Comté de Nice 34080 Montpellier n° SIRET 411968647000 49, représentée par sa Présidente Fadelha BENAMMAR KOLY,

ci-après désignée par les termes : **UNI'SONS**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans l'objectif de développer la création, la diffusion et la médiation artistique autour des arts du monde arabe, de la Méditerranée et des cultures urbaines, la présente convention contribue au développement de la scène artistique métropolitaine et régionale. Elle s'inscrit également au sein des politiques d'éducation artistique et culturelle auprès du plus grand public et plus particulièrement de l'enfance, de la jeunesse et des habitants des quartiers politique de la ville, dans l'objectif de :

- favoriser le développement de la créativité et de la capacité d'initiative ;
- contribuer à la réduction des inégalités ;
- permettre la construction de l'identité culturelle de chacun, dans l'ouverture aux cultures ;
- faciliter l'accès à la culture dans le parcours de vie par la mise en œuvre d'actions adaptées ;
- participer à l'émancipation des individus et d'une construction citoyenne ;

Considérant le projet artistique et culturel initié et conçu par *Habib DECHRAOUI*, Directeur de L'ASSOCIATION **UNI'SONS**, conforme à son objet statutaire, figurant en annexe I, qui a pour but de favoriser la diversité culturelle et la mixité des publics, par :

- Le développement d'actions de médiation, de diffusion, de création et d'éducation artistique particulièrement auprès des jeunes, de la population des quartiers prioritaires et des publics non- initiés notamment dans le domaine du hip hop et à travers les arts du monde arabe.
- L'accompagnement de carrière d'artistes.
- L'insertion sociale et professionnelle des jeunes.
- L'animation de la vie culturelle du quartier des Hauts de Massane en accompagnant la participation active des habitants.
- La promotion des échanges culturels Euro-Méditerranéens.
- Le développement d'une politique d'accès aux pratiques ainsi qu'aux œuvres pour l'enfance, la jeunesse et tout au long de la vie dans un objectif de démocratisation comme de transmission de la culture.
- La poursuite des enjeux de la généralisation de l'EAC sur les territoires prioritaires (politique de la ville, l'éducation prioritaire...) en visant le développement d'une politique de la jeunesse.
- Le soutien à la mobilité des publics éloignés de l'offre culturelle et la fréquentation des grands équipements culturels de la Métropole de Montpellier et de la Région Occitanie.

Considérant la volonté de l'État qui vise à prendre en compte, d'une part, l'enjeu culturel et artistique que constitue pour la collectivité nationale l'action des associations culturelles, d'autre part la responsabilité, l'indépendance artistique et le professionnalisme des équipes comme les contraintes d'une gestion adaptée à leurs missions. Outre le soutien à la diffusion, il s'agit également de conforter le champ de la production et de l'accompagnement des parcours artistiques ;

Considérant la politique du ministère de la Culture en faveur de la création et de la diffusion artistique et de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle (CEAC), sa mise en œuvre par la Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie (DRAC) ;

Considérant que Montpellier Méditerranée Métropole porte, conjointement avec la Ville de Montpellier, une stratégie culturelle et patrimoniale guidée notamment par les préoccupations suivantes :

- Développer les publics de demain en veillant particulièrement à réserver une place forte à la jeunesse, de la petite enfance aux jeunes adultes, dans un souci de renouvellement des publics, y compris par une meilleure prise en compte des pratiques artistiques émergentes et des nouveaux lieux de culture. Dans cet objectif, la convention de Généralisation de l'Education Artistiques et Culturelle demeure un outil majeur et précieux.
- S'affirmer comme un territoire d'hospitalité ouvert aux créateurs et aux équipes artistiques, accompagnant la consolidation des filières, de la formation à la diffusion, pour favoriser la création d'écosystèmes propices à l'épanouissement des artistes, qu'ils soient émergents ou confirmés.
- Transformer la ville et l'espace urbain par la culture et le patrimoine, en construisant une offre culturelle au plus près des habitants, faisant partie intégrante de leur quotidien. Un enjeu qui implique une appréhension forte de l'espace public et des espaces naturels dans les programmations artistiques. Lieux potentiels de création et de diffusion artistique, les espaces non dédiés sont des lieux essentiels dans l'intermédiation et le développement des publics et des nouvelles formes artistiques.
- Favoriser le rayonnement du territoire et les partenariats en réinterrogeant notre héritage culturel pour valoriser les innovations, la capacité d'invention et les projets transdisciplinaires, notamment dans le domaine des Industries culturelles

et créatives.

- Valoriser la connaissance et les savoirs, par une politique ambitieuse de restauration et de valorisation des patrimoines matériels et immatériels et une forte prise en compte des impératifs environnementaux.

Considérant aussi l'engagement et le soutien de la Métropole, dont les axes principaux de politique publique en matière de spectacle vivant s'orientent vers la constitution de filières complètes, allant de la formation supérieure à l'insertion professionnelle, la création et la diffusion, tout en veillant à accompagner l'émergence et favoriser le rayonnement culturel de son territoire et de ses talents.

Considérant que Montpellier Méditerranée Métropole conjointement avec la Ville de Montpellier mène une politique de développement de l'accès aux offres culturelles aux publics enfants, jeunes et tous les publics éloignés des offres dans leurs diversités.

Considérant que l'éducation artistique et culturelle, placée au cœur des politiques éducatives, dans un principe de continuité des politiques publiques menées en lien par l'État et Montpellier Méditerranée Métropole, participe à la réussite personnelle des individus et notamment des jeunes ; qu'elle aide à la construction de la personnalité et contribue à l'acquisition des savoirs et compétences nécessaires à la vie en société ; qu'elle favorise le développement de la créativité, de la capacité d'initiative et de l'esprit d'entreprise ; qu'elle contribue à la réduction des inégalités et permet la construction de l'identité culturelle de chacun, dans l'ouverture aux cultures des autres ;

Considérant que l'éducation artistique et culturelle est un facteur de lien social fondé sur une culture commune ; que son développement est au cœur de l'ensemble des politiques interministérielles menées en partenariat avec les collectivités territoriales en faveur de l'accès de chaque habitant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'art et à la culture tout au long de sa vie ; que le parcours d'éducation artistique et culturelle conjugue l'ensemble des connaissances acquises, des pratiques expérimentées et des rencontres organisées dans les domaines des arts et de la culture, dans une complémentarité entre les temps scolaires, périscolaires et les temps libres ; qu'il contribue pleinement à la réussite et à l'épanouissement de chaque enfant et jeune par la découverte de l'expérience esthétique et du plaisir qu'elle procure, par l'appropriation de savoirs, de compétences, de valeurs et par le développement de la créativité ;

Considérant que la généralisation d'actions d'éducation artistique et culturelle à tous les enfants et les jeunes de 3 à 18 ans constitue une priorité pour l'État et ses services, que cette généralisation repose sur la mise en œuvre de parcours d'éducation artistique et culturelle, entendus, aux termes de la circulaire interministérielle n°2013-073 du 5 mai 2013, comme « l'ensemble des connaissances acquises par l'élève, des pratiques expérimentées et des rencontres faites dans les domaines des arts et du patrimoine, que ce soit dans le cadre des enseignements, des projets spécifiques, d'actions éducatives dans une complémentarité entre les temps scolaire, périscolaire et extrascolaire » ;

Considérant la démarche volontariste de Montpellier Méditerranée Métropole pour développer une politique inclusive d'accès à la culture ; que cet engagement est nécessaire à la mobilisation du jeune public qui constitue le public de demain ; que tant dans ses actions éducatives et culturelles que dans sa programmation, la transmission est au cœur des réflexions. Il s'avère donc pertinent de mobiliser toutes les structures culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au service de l'éducation artistique et culturelles des jeunes âgés de 0 à 25 ans.

Considérant que les partenaires décident d'accompagner financièrement le projet émanant du bénéficiaire parce que son projet artistique et culturel est conforme aux objectifs de la politique publique conduite par la DRAC et les autres ministères et aux objectifs de politiques publiques des collectivités territoriales signataires de la présente convention ;

Considérant que le projet artistique et culturel ci-après présenté participe de cette politique ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre **UNI'SONS** et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du bénéficiaire et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

Par la présente convention, **UNI'SONS** s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conforme à son objet statutaire dans le cadre de son projet global.

Le projet conçu par son directeur et approuvé par le conseil d'administration est précisé en annexe II à la présente convention. Il est décliné en programme pluriannuel d'activités.

La présente convention fixe :

- les modalités de mise en œuvre du projet artistique et culturel
- les modalités financières et les relations avec les partenaires institutionnels
- les conditions de suivi et d'évaluation du projet

Les partenaires publics contribuent financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 - MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

2.1 Mise en œuvre du projet artistique et culturel

En lien avec ses missions, l'association s'engage à poursuivre les objectifs spécifiques suivants à travers 4 pôles d'actions :

- **Cohésion, insertion sociale et développement des publics**
 - o Utiliser la culture comme levier d'insertion sociale et professionnelle pour les jeunes éloignés de l'emploi ou des études : Les Coulisses Solidaires ;
 - o Développer un lieu culturel riche en propositions artistiques qui soit aussi un Espace de Vie Sociale pour le quartier politique de la ville Hauts de Massane : L'Art est Public.
 - o Sensibiliser à la culture les publics spécifiques (les jeunes, les publics en difficulté sociale, les publics éloignés de l'offre culturelle et non-initiés) par des actions de médiation et une politique tarifaire adaptée à ces publics : la Caravane Arabesques ;
 - o Assurer les modalités d'un « partenariat culturel et artistique » avec les associations des quartiers politique de la ville de Montpellier citées dans le projet culturel et artistique annuel.
 - o Créer de la mixité sociale et culturelle sur les événements culturels.
- **Education artistique et culturelle**
 - o Développer des actions d'éducation artistique en favorisant la mise en œuvre de parcours et en articulant temps scolaires et temps libre chez les jeunes et mettre en place des activités permanentes de pratique artistique autour du hip hop et des arts du monde arabe : l'Atelier Hip Hop, les Renc'Art, et les projets Jeunesse en Arabesques ;
 - o Développer la ressource et la formation pour l'Éducation Artistique et Culturelle sur la thématique du chant choral et de l'interculturalité dans le cadre du PREAC (Pôle Ressource d'Education Artistique et Culturelle).
- **Professionalisation des musiciens**
 - o Repérer les talents émergents dans le secteur de la musique hip hop et des arts du monde arabe par le Music Social Club ;
 - o Les accompagner dans toutes les étapes de leur projet jusqu'à leur professionnalisation.
 - o Développer un lieu de formation musicale professionnelle en faveur des jeunes et des adultes ;
- **Développement artistique autour de la création et de la diffusion**
 - Réaliser des événements culturels ouverts aux arts de la méditerranée au sein des équipements culturels.
 - Réaliser annuellement un événement artistique majeur sur les arts du monde arabe qui rallie un large public : Le Festival Arabesques ;
 - Développer un lieu de création et de diffusion artistique à l'instar des Ateliers de Fabriques Artistiques (AFA) ainsi qu'un lieu d'exposition dans les domaines du hip hop et des arts du monde arabe.
 - Organiser des résidences de création et développer les échanges entre les artistes en résidence et les artistes accompagnés.
 - Renforcer les axes de mutualisations avec des structures régionales, nationales et internationales sur des créations et des productions artistiques.

Les indicateurs d'évaluation sont définis par projets en ANNEXE V.

2.2 Moyens humains, techniques et financiers

Pour mener à bien son projet artistique et culturel UNI'SONS mobilisera les moyens humains, techniques et financiers nécessaires. L'association travaillera en outre dans une logique de partenariats.

2.3 Actions de communication

Toute communication devra mentionner l'aide des partenaires publics et faire apparaître leurs logos sur tous les documents produits par le bénéficiaire.

ARTICLE 3 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de **4 ans**, soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2027.

ARTICLE 4 - CONDITIONS ET DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

4.1 Le coût total du projet, sur la durée de la convention est évalué à 5 875 040 € conformément aux budgets prévisionnels figurant en annexe IV et aux règles définies à l'article 4.3 ci-dessous.

4.2. Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe IV à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

4.3 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible mentionné à l'article 4.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elles sont évaluées et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours.

ARTICLE 5 - MODALITÉS FINANCIÈRES ET RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

L'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier s'engagent, sous réserve de l'application des articles 1 à 4, à apporter leur concours financier à **UNI'SONS**, durant les quatre années - objet de la présente convention.

Des budgets annuels pour chacune des quatre années, en dépenses et recettes, précisent en annexe IV à cette convention, et, à titre indicatif, les apports financiers envisagés pour chacun des partenaires et qui ne pourront être finalisés qu'après le vote des assemblées délibérantes respectives ou décision des organes compétents, dans le respect du principe de l'annualité budgétaire.

Pour chaque exercice budgétaire, des conventions financières annuelles bilatérales fixeront le montant des subventions allouées par l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Après accord préalable de l'ensemble des partenaires précités, l'intégration d'un nouveau co-financeur institutionnel sera possible à tout moment de l'exécution de la présente convention. Cette modification fera l'objet d'un avenant sans remise en cause de la période de validité de la présente.

Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions qui :

- respectent les conditions des articles 4. et 5. l'article 53 du règlement (UE) n° 651/2014, telles que listées en annexe II ;
- sont liés à l'objet du programme d'actions et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du programme d'actions ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables ;

et le cas échéant, les coûts indirects, ou « frais de structure », éligibles sur la base d'un forfait du montant total des coûts directs éligibles.

5.1. Contribution financière de l'État

Au titre du règlement (UE) de la commission du 17 juin 2014 visé, les partenaires publics contribuent financièrement au projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention.

La contribution de l'État est une aide aux projets, détaillée à l'annexe III de la présente convention et prendra la forme d'une subvention. L'administration n'en attend aucune contrepartie directe.

Pour l'année 2024, la subvention accordée par l'État, via la DRAC Occitanie s'élève à 93 500€, décomposée sur les projets suivants :

- 40 000€ dans le cadre du Contrat de Ville (L'Art est Public, Chœurs de l'Art est Public, Renc'Art, Coulisses Solidaires, Atelier Hip Hop, Caravane Arabesques, Music Social Club, On the Air) ;
- 28 000€ EAC (médiation interdépartementale autour des arts du monde arabe) ;
- 10 500€ EAC (Jeunes Voix, Petit Bal Raï, Jeunesse en Arabesques) ;
- 10 000€ pour le Festival (dans le cadre du fonds Festival) ;
- 5 000€ dans le cadre de l'action ressource (Music Social Club).

Les montants attribués pour la première année d'exécution de la présente convention servent de référence pour déterminer les montants maximaux des contributions financières pour les années suivantes sur l'ensemble de la durée de la convention.

Les contributions financières de l'État ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits de paiement en loi de finances pour l'État ;
- le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1 à 3 et 7 à 9 de la présente convention ;
- la vérification par l'administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions.

L'engagement de l'État sur les subventions est soumis à la règle de l'annualité budgétaire. Leur versement est conditionné par l'obtention du visa du Contrôle Budgétaire Régional. Le règlement sera effectué en application des règles de la

comptabilité publique.

5.2. Contribution financière de la Ville

Pour l'année 2023, la ville de Montpellier a accordé plusieurs subventions, dont le montant total s'élève à 51 000€.

- 10 000 € de subvention de fonctionnement
- 8 000 € en Politique de la Ville (L'Art est public)
- 27 000 € en Programme de Réussite Éducative (Coulisses PRE)
- 6 000 € en Relations internationales – Culture (projet Fès dans le cadre du festival Arabesques)

L'engagement de la Ville de Montpellier sur les subventions est soumis à la règle de l'annualité budgétaire et à l'approbation de l'assemblée délibérante. Le règlement sera effectué en application des règles de la comptabilité publique.

Les subventions accordées feront l'objet de conventions attributives de subvention annuelle précisant notamment les conditions de mandatement, les règles de caducité et les conditions de la restitution éventuelle de la subvention.

5.3. Contribution financière de Montpellier Méditerranée Métropole

Pour l'année 2023, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé plusieurs subventions, dont le montant s'élève à 234 400€.

- 210 000€ de subvention de projet pour le festival Arabesques.
- 15 400€ cumulé de subventions en Politique de la Ville pour un total de 5 projets (L'Art est public, Coulisses solidaires, Renc'Art, Chœurs de l'Art est public, Atelier Hip Hop)
- 7 000€ cumulé de subventions Quartier d'été en Politique de la Ville
- 2 000 € dans le cadre de la Convention Généralisée d'Education Artistique et Culturelle

L'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole sur les subventions est soumis à la règle de l'annualité budgétaire et à l'approbation de l'assemblée délibérante. Le règlement sera effectué en application des règles de la comptabilité publique

Les subventions accordées font l'objet de conventions attributives de subvention annuelle précisant notamment les conditions de mandatement, les règles de caducité et les conditions de la restitution éventuelle de la subvention.

5.4. Versement des contributions financières

La contribution financière sera créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur. Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de Association **UNI'SONS**

N° IBAN : FR76 4255 9100 0008 0031 7768 335

BIC : CCOPFRPPXXX

ARTICLE 6 - AUTRES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS

Chacun des partenaires signataire des présentes pourra, aux fins de participer à la pérennisation des moyens techniques **UNI'SONS**, contribuer au renouvellement des installations par l'attribution de subvention d'équipement distinctes des subventions de fonctionnement.

Les conventions spécifiques relatives à ces contributions seront communiquées à l'ensemble des partenaires signataires de la présente convention.

Il en sera de même pour les conventions et subventions spécifiques sur projet d'activités qui pourraient être attribuées à **UNI'SONS** en sus des dispositions de la présente convention pluriannuelle par un des partenaires signataires de la présente ou par tout autre partenaire public ou privé.

ARTICLE 7 - JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte rendu financier de l'action, qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention, notamment à ses articles 1^{er} et 2 Ce compte rendu doit être conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 visé. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe V et VI et définis d'un commun accord entre les partenaires publics et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par la présidente ou le directeur ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes ;
- le rapport d'activités ;
- les comptes analytiques ;
- un état du personnel employé exprimé en équivalents temps plein, qui comporte un volet spécifique à l'application de la parité ;
- les montants des cinq rémunérations les plus élevées versées par **UNI'SONS** dans l'année civile antérieure
- tout autre document listé en annexe ou mentionné dans les conventions financières annuelles bilatérales.

ARTICLE 8 - AUTRES ENGAGEMENTS

8.1 Le bénéficiaire informe sans délai les partenaires publics de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

8.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe les partenaires publics sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.3 Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle des partenaires publics sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

8.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission Européenne.

8.5 Développement durable : La structure veille à intégrer une démarche de développement durable :

- en réalisant des économies lors de ses achats (par exemple, en achetant des quantités adaptées à ses besoins et pas davantage...) ;
- en réduisant les impacts de ses actions sur l'environnement (par exemple, en ramenant les emballages et les produits non utilisés afin qu'ils soient recyclés...) ;
- en maîtrisant l'impact de ses actions sur la santé, la sécurité et les conditions de travail de son personnel (par exemple, en respectant les différentes normes en vigueur dans ces domaines) ;
- en favorisant l'émergence de certaines filières économiques et d'insertion (par exemple, en insérant des personnes éloignées de l'emploi, des personnes handicapées...).

Dans le cadre de ses actions et manifestations, le bénéficiaire devra notamment respecter les engagements relatifs à la charte relative à l'organisation d'évènements et manifestations responsables sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole (annexe VII). Dans cette démarche de transition écologique, un dialogue et un suivi

spécifiques devra s'opérer, pendant la durée de validité de la présente convention, entre le bénéficiaire et les services intéressés de Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Au regard de la politique de gratuité des transports en commun déployée et étendue en décembre 2023 par Montpellier Méditerranée Métropole, **UNI'SONS** intègre cette démarche et favorise par tous moyens le recours aux transports en commun pour les usagers et spectateurs par notamment une communication intégrée à ses supports digitaux et papiers.

8.6 Diversité / Égalité : Le ministère de la culture a obtenu le label « Diversité égalité ». La DRAC souhaite donc poursuivre son action en faveur de la prévention des discriminations et la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et incite ses partenaires à en faire autant.

Montpellier Métropole a adopté une délibération en janvier 2021 afin d'affirmer la défense de tous les projets visant à promouvoir les valeurs de non-discrimination, d'ouverture aux autres, de solidarité, d'égalité et de laïcité. Cet acte dispose que la place des femmes artistes et des compagnies et structures portées par des femmes sera au cœur de l'ensemble des réflexions et des actions visant à accentuer leur présence sur les plateaux, les scènes, les instances dirigeantes des structures culturelles ou dans les textes lus ou joués.

8.7 Soutien à la langue française et aux langues de France

Les actions menées dans le cadre de cette convention respectent la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi du français et promeuvent, autant qu'elles le peuvent, la lutte contre l'illettrisme et la maîtrise de la langue française.

8.8 Droits culturels

La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) indique dans son article 3 :

« L'État, à travers ses services centraux et déconcentrés, les collectivités territoriales et leurs groupements ainsi que leurs établissements publics définissent et mettent en œuvre, dans le respect des droits culturels énoncés par la convention de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles du 20 octobre 2005, une politique de service public construite en concertation avec les acteurs de la création artistique. »

8.9 Pass Culture

Dans le contexte d'accompagnement des enfants et des jeunes vers l'accès à la culture, la fréquentation des lieux dédiés aux arts comme au patrimoine, et afin de ponctuer le parcours d'éducation artistique et culturelle de chaque jeune à la majorité, l'expérimentation et la mise en place du « pass Culture » dans le département de l'Hérault dans un premier temps puis en région Occitanie fera partie des objectifs à poursuivre par le ministère de la Culture et la DRAC Occitanie conformément aux priorités fixées par le Président de la République. En ce sens, la DRAC Occitanie s'engage à contribuer à l'expérimentation et à la mise en place du « pass Culture » au plan départemental en déclinant son principe sur le territoire occitan. Il conviendra ainsi que la structure (nom) poursuive cette démarche d'inscription sur le « pass Culture », contribue à recueillir l'avis des bénéficiaires et participe à l'évaluation des moyens mis en œuvre, de la ressource culturelle, des points forts et des faiblesses.

8.10 Plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) dans le spectacle vivant

UNI'SONS s'engage à respecter le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels :

- en étant en conformité avec les obligations du code du travail en matière de santé, de sécurité et de harcèlement sexuel ;
- en créant un dispositif interne de signalement efficace et en traitant chaque signalement reçu ;
- en désignant une personne référente, compétente pour mettre en place le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels ;
- en formant dès 2022 la direction, les encadrants, la DRH et les personnes désignées référentes au recueil de la parole et à la gestion des situations de VHSS ;
- en sensibilisant formellement les équipes et en organisant la prévention des risques ;
- en engageant un suivi et une évaluation des actions en matière de VHSS.

ARTICLE 9 - SANCTIONS

9.1 En cas de retard dans l'exécution ou d'inexécution de la convention par **UNI'SONS**, ou en cas de modification substantielle et unilatérale de celle-ci, sans l'accord écrit des partenaires publics, ces derniers peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par **UNI'SONS**.

9.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut entraîner également la suppression de l'aide.

9.3 Les partenaires publics informent **UNI'SONS** de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

10.1 L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre d'un comité de suivi en présence de la direction d'**UNI'SONS** et des représentants des collectivités publiques et services de l'État signataires.

10.2 Le comité de suivi composé de la DRAC, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier est chargé de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention. Il examine en particulier :

- la mise en œuvre progressive des objectifs de la présente convention ;
- l'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel pour l'exercice suivant ;
- la réalisation du programme d'action de l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;
- le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire.

10.3 L'évaluation porte sur la réalisation du projet artistique et culturel et sur sa conformité au regard des objectifs cités. Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention en annexe V, définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale

de la réalisation de la convention. Les indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire.

10.4 Le comité de suivi se réunit 2 fois par an en janvier et en juin.

10.5 De préférence un an avant l'expiration de la présente convention, et au plus tard six mois la direction de la structure présente aux partenaires publics une auto-évaluation de la mise en œuvre du projet artistique et culturel. Celle-ci prend la forme d'un bilan d'ensemble argumenté sur le plan qualitatif et quantitatif des actions développées et de la réalisation des objectifs. Elle est assortie d'un document de synthèse des orientations envisagées dans la perspective d'une nouvelle convention.

ARTICLE 11 - CONTRÔLE DES PARTENAIRES PUBLICS

11.1 Pendant l'exécution de la présente convention et à son terme, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

11.2 Les partenaires publics s'assurent annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Les partenaires publics peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 4.4 dans la limite du montant prévu à l'article 5-1 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 12 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 10 et aux contrôles de l'article 11.

ARTICLE 13 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics signataires de la présente convention et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie ou l'ensemble des parties lorsque la convention est pluripartite peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14 - ANNEXES

Les annexes de I à XIII font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 16 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Montpellier, le

Pour le bénéficiaire,
Fadelha BENAMMAR KOLY
Présidente de l'association UNI'SONS

Pour la Ministre de la Culture
et par délégation, le Préfet de Région

Pour la Ville de Montpellier
Le Maire

Pour Montpellier Méditerranée
Métropole
Le Président de la Métropole

Michaël DELAFOSSE

Michaël DELAFOSSE

- ANNEXE I -

STATUTS de l'association UNI'SONS

Il est constitué entre les adhérents aux présents statuts et ceux qu'y adhéreront ultérieurement une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et ses textes d'application.

TITRE I- Objet, siège social, durée, moyens

Article I - Dénomination

L'association a pour dénomination "UNI'SONS".

Article II - Objet Social

- Développer des actions de médiation, de diffusion, de création et d'éducation artistique particulièrement auprès des jeunes, de la population des quartiers prioritaires et des publics non-initiés. Promouvoir des activités artistiques et socioculturelles notamment dans le domaine du hip hop et à travers les arts du monde arabe.
- Accompagner le développement d'artistes. Promouvoir la connaissance de la musique par tout support compatible à son développement.
- Accompagner les personnes sans emploi. Favoriser leur insertion sociale et professionnelle.
- Contribuer à l'animation de la vie sociale des Hauts de Massane en accompagnant la participation active des habitants
- Œuvrer pour l'ouverture des dynamiques transfrontalières, européennes et internationales afin de favoriser les échanges interculturels.

Article III - Siège social

Le siège social est situé au 475 avenue du Comté de Nice 34080 Montpellier. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur décision de son conseil d'administration.

Article IV - Durée

Sa durée est illimitée.

Article V – Moyen

Afin d'atteindre le but défini à l'article II, l'association UNI'SONS s'engage à créer et mener des actions de médiation, de diffusion et d'éducation culturelle pour tous et à mettre en place les moyens techniques, financiers et humains nécessaires.

TITRE II- Membres, Administration et Fonctionnement.

Article VI - Composition

L'association se compose de membres adhérents à jour de leur cotisation qui forment l'assemblée générale. Le conseil d'administration est élu en son sein et est formé de membres dénommés membres associés. L'adhésion est fixée au paiement d'une cotisation annuelle de 1€. Toute nouvelle adhésion requière l'approbation à l'unanimité du conseil d'administration. Le refus d'admission n'a pas à être motivé.

Article VII - Perte de la qualité de membre

Les membres du conseil d'administration s'engagent à respecter le projet de l'association et à ne pas engager le nom de l'association sans l'accord du conseil d'administration.

La qualité de membre se perd par démission, décès, radiation prononcée par le conseil d'administration pour motif grave signifié à l'intéressé par lettre recommandée, en veillant à ce que les droits de la défense aient été respectés.

S'il le juge opportun, le conseil d'administration peut, au lieu de l'exclusion, prononcer la suspension temporaire de membre. Cette décision prive, pendant toute sa durée, l'intéressé du droit de participer, de quelque manière que ce soit, à la vie de l'association.

Article VIII – Les ressources

Les ressources de l'association comprennent toutes ressources autorisées par la loi. L'association peut utiliser les services de salariés, de volontaires civiques ou internationaux, de stagiaires pour réaliser les objectifs qu'elle s'est fixée.

Article IX – Le Conseil d'administration

L'association est dirigée par un conseil de membres comprenant au moins cinq membres et au plus dix membres, élus par l'assemblée générale. Les membres du conseil d'administration sont choisis parmi les membres de l'association jouissant de plein droit de leurs droits civiques et n'étant pas chargés du contrôle de l'association. Les membres du conseil d'administration sont élus pour 2 ans. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles.

Article X – Pouvoir du Conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer l'association, dans les limites de son objet et sous réserve des pouvoirs attribués à l'assemblée générale par les statuts. Il autorise le président à agir en justice. Il arrête les comptes de l'exercice écoulé et vote le budget.

Article XI - Le bureau

Le conseil d'administration choisit parmi ses membres, au scrutin secret, un bureau composé de :

- 1- Un président
- 2- Un trésorier
- 3- Un secrétaire

Les membres du bureau sont élus pour 2 ans et sont immédiatement rééligibles. Leurs fonctions prennent fin de plein droit dès qu'ils cessent de faire partie du conseil d'administration.

Article XII - Attribution du bureau et de ses membres

Le bureau assure la gestion courante de l'association. Il se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige sur convocation du président.

Le président représente seul l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il a la qualité pour agir en justice au nom de l'association. Avec l'autorisation préalable du conseil d'administration, le président peut déléguer partiellement ses pouvoirs, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs mandataires de son choix, membres ou non du conseil d'administration.

Le secrétaire est chargé des convocations en accord avec le président. Il établit ou fait établir les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Le trésorier fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de l'association. Il est chargé de l'appel des cotisations. Il établit un rapport sur la situation financière de l'association et le présente à l'assemblée générale annuelle.

Article XIII – Absence de rétribution

Les membres des différentes instances ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison de leurs fonctions. Ils peuvent recevoir le remboursement des frais réels engagés pour l'association.

Article XIV – Politique de rémunération de l'Association :

La politique de rémunération de l'association UNI' SONS satisfait aux deux conditions suivantes :

- « a) La moyenne des sommes versées, y compris les primes, aux cinq salariés ou dirigeants les mieux rémunérés n'excède pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à sept fois la rémunération annuelle perçue par un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance, ou du salaire minimum de branche si ce dernier est supérieur ;
- « b) Les sommes versées, y compris les primes, au salarié ou dirigeant le mieux rémunéré

n'excèdent pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à dix fois la rémunération annuelle mentionnée au a)

Article XV - Missions du directeur

Le conseil d'administration précise les rôles et missions du directeur dans une lettre de mission votée par le CA

- Une mission de permanent d'association : Il informe le président et le Conseil d'administration pour les aider dans leurs responsabilités associatives et élaborer les orientations nécessaires. Il met en œuvre les décisions prises. Il veille au bon fonctionnement de l'association par la participation à la préparation des réunions de bureau, du Conseil d'Administration et de l'Assemblée générale.
- Il participe aux réunions de bureau et du Conseil d'Administration à titre consultatif.
- Il garantit l'application des statuts.
- Une mission de management de l'équipe et de gestion de l'établissement : Il assume la responsabilité de l'organisation et de l'animation de l'équipe. Il veille au respect des règles juridiques et administratives en vigueur dans le domaine de la culture, mais aussi plus généralement dans les domaines du droit du travail, des règles fiscales et comptables. Dans le cadre des décisions du Conseil d'administration, il gère l'établissement sur le plan financier en liaison avec le trésorier de l'association.
- Le directeur rencontre les membres du bureau de l'association une fois par mois. Durant ces réunions il rend compte de l'avancement des projets de l'association, de la gestion financière et comptable, de l'animation des ressources humaines, de la coordination avec les institutions et intervenants extérieurs. Il prend conseils et directives des membres du bureau.

Article XVI - Délégation de signature

Le Président, au nom du conseil d'administration de l'Association et après délibération de celui-ci, délègue au directeur l'application de la politique définie par le Conseil. Cette délégation, signée du Président, doit être explicite et figurera en annexe au contrat de travail du directeur de l'association.

La délégation concerne :

- La définition et la mise en œuvre du projet de l'association ;
- La gestion et l'animation des ressources humaines ;
- La gestion budgétaire, financière et comptable ;
- La coordination avec les institutions et intervenants extérieurs.

Article XVII - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article XVIII - Règlement Intérieur

Un règlement intérieur peut-être établi et approuvé par le conseil d'administration. Ce règlement est destiné à régler les divers points non prévus par les statuts.

Article XIX - Réunion de l'assemblée générale

L'assemblée générale ordinaire rassemble tous les membres à quels titres qu'ils soient affiliés. Elle se réunit une fois par an. Quinze jours avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par courrier par les soins du secrétaire. Chaque membre du conseil d'administration devra renvoyer le coupon réponse soit donner son pouvoir par courrier (papier ou mail).

L'ordre du jour est indiqué sur les convocations. Le président assisté des membres du conseil préside l'assemblée, expose la situation morale de l'association. Le directeur rend compte des activités de l'association. Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'assemblée. Lors de cette réunion sont présentés et discutés les orientations, les projets d'actions. Ne peuvent être traitées que les questions soumises à l'ordre du jour.

Tous les membres de l'assemblée générale ont une voix délibérative. Les décisions sont prises à la majorité relative des membres de l'association. Le rapport d'activité et le bilan financier sont soumis

à l'approbation de l'ensemble du conseil d'administration. En cas de partage si aucune discussion ne permet un accord ; la voix du président est prépondérante.

Article XX - Renouvellement des membres du Conseil d'Administration

Après épuisement de l'ordre du jour, de l'assemblée générale, il est procédé à l'élection d'un nouveau du conseil d'administration.

Article XXI - Assemblée générale extraordinaire

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres inscrits, le président peut convoquer à une assemblée générale extraordinaire, selon les modalités de convocation de l'assemblée générale ordinaire.

Les décisions sont prises au 2/3 des membres présents. Le quorum est fixé au 2/3 des membres présents.

En cas de partage et si aucune discussion ne permet un accord, la voix du président est prépondérante.

Article XXII - Réunions du Conseil d'administration

Il se réunit au moins deux fois par an sur convocation adressée par courrier par le président ou sur la demande du quart de ses membres. Il étudie et discute le compte rendu de gestion du bureau. Il oriente l'action du bureau. Le quorum est fixé à la moitié des membres composant le conseil d'administration.

En cas de partage et si aucune discussion ne permet un accord, la voix du président est prépondérante.

Article XXIII - Compte rendu des délibérations

Le secrétaire veille à la tenue du cahier de délibérations, rendant compte des travaux de chaque instance lors des réunions. Les documents de l'association sont à la disposition des membres de l'association.

Article XXIV - Modifications des statuts

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale extraordinaire peut décider à la majorité relative des modifications de statuts.

Article XXV - Dissolution de l'association

L'assemblée générale est seule compétente pour prononcer la dissolution de l'association et statuer sur la dévolution de ses biens, ainsi que pour décider de la scission ou la fusion avec une ou plusieurs associations.

En cas de dissolution de l'association pour quelque cause que ce soit, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation. Lors de la clôture de la liquidation, l'assemblée générale se prononce sur la dévolution de l'actif net.

Fait à Montpellier, le 03 septembre 2022

La PRESIDENTE, Fadelha BENAMMAR

LE SECRETAIRE, Tayeb NEHAL La TRESORIERE, BOUNOURI Lila



Objet : lettre de mission et délégation de signature :

Conformément aux statuts de l'association Uni'Sons adoptés à l'assemblée générale du 13 avril 2018, le conseil d'administration réuni a approuvé la lettre de mission du directeur et la délégation de signature de la présidente, Fadelha BENAMMAR KOLY au directeur, Habib DECHRAOUI présentées au vote par le président.

La lettre de mission précise les rôles et missions du directeur comme suit :

- Une mission de permanent d'association : Il informe le président et le Conseil d'Administration pour les aider dans leurs responsabilités associatives et élaborer les orientations nécessaires. Il met en œuvre les décisions prises. Il veille au bon fonctionnement de l'association par la participation à la préparation des réunions de bureau, du Conseil d'Administration et de l'Assemblée générale.
- Il participe aux réunions de bureau et du Conseil d'Administration, à titre consultatif.
- Il garantit l'application des statuts.
- Une mission de management de l'équipe et de gestion de l'établissement : Il assume la responsabilité de l'organisation et de l'animation de l'équipe. Il veille au respect des règles juridiques et administratives en vigueur dans le domaine de la culture, mais aussi plus généralement dans les domaines du droit du travail, des règles fiscales et comptables. Dans le cadre des décisions du Conseil d'administration, il gère l'établissement sur le plan financier en liaison avec le trésorier de l'association.
- Le Directeur rencontre les membres du bureau de l'association une fois par mois. Durant ces réunions il rend compte de l'avancement des projets de l'association, de la gestion financière et comptable, de l'animation des ressources humaines, de la coordination avec les institutions et intervenants extérieurs. Il prend conseils et directives des membres du bureau.

La délégation de signature :

Le Président, au nom du conseil d'administration de l'Association et après délibération de celui-ci, délègue au directeur, Monsieur Habib DECHRAOUI l'application de la politique définie par le Conseil. Cette délégation, signée du Président, doit être explicite et figurera en annexe au contrat de travail du directeur de l'association.

La délégation concerne :

- La définition et la mise en œuvre du projet de l'association ;
- La gestion et l'animation des ressources humaines ;
- La gestion budgétaire, financière et comptable ;
- La coordination avec les institutions, les intervenants extérieurs et dans les actes de la vie civile.

Fadelha BENAMMAR KOLY, Présidente



UNI'SONS - 475 avenue du Comté de Nice - 34080 Montpellier - France

☎ + 33 (0)4 67 10 06 79 -
contact@unisons.fr

www.unisons.fr- www.festivalarabesques.fr

Association loi 1901 - Siret : 411 968 647 000 49 - APE : 9499Z

- ANNEXE II -

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

L'association s'est fondée à la Paillade à Montpellier en 2000, autour du Hip Hop et plus précisément du groupe de Rap Boss Phobie, avec l'envie de transmettre et d'accompagner les jeunes musiciens. Au-delà de l'éducation artistique et de la professionnalisation d'artistes, il s'agissait aussi d'apporter de l'accès à la culture pour les habitants du quartier et une valorisation de ce territoire grâce à l'art.

Le projet artistique et culturel d'UNI'SONS s'est ensuite étoffé en 2006 avec l'envie de valoriser une culture plurielle emprunte de préjugés : la culture arabe. UNI'SONS a donc décidé d'organiser un événement majeur sur les arts du monde arabe, alliant musique tous styles confondus, danse, calligraphie, contes, photographies, films etc.

En 2020, alors que les commerces du quartier fermaient tour à tour, UNI'SONS a choisi de pousser les murs en ouvrant un lieu culturel hybride vecteur de cohésion sociale.

Le projet général de l'association s'est donc voulu flexible et évolutif. Il s'adapte aux besoins des habitants du quartier, de tous ses usagers et des changements de la société depuis plus de 24 ans.

La grande qualité artistique, les esthétiques proches des personnes les plus éloignés de la culture et la diversité des publics sont les piliers centraux, avec en fond commun des valeurs de coopération et de cohésion sociale.

ESTHETIQUES ARTISTIQUES

UNI'SONS a souhaité mettre en avant les cultures aimées par les jeunes et les habitants du quartier, cultures souvent sous représentées dans les programmations standards. Elle a donc choisi le hip hop ainsi que les arts du monde arabe. En tant que vitrine d'artistes arabes aucun style ne prédomine : rap, électro, orchestre symphonique, jazz, danse, humour, cinéma, contes etc... Le but de ce parti pris artistique est de toucher à une grande diversité de public et donc de pouvoir créer de la mixité.

Le lien qui unit la multitude d'artistes programmée est la qualité artistique et le respect pour le public. Pour nous les spectacles ont le pouvoir transcender la foule, de créer des moments d'émotions, de communion et d'introspection, et cela doit se partager. Tout artiste qui porte des propos racistes, haineux, ou des comportements qui vont à l'encontre de nos valeurs, n'a pas sa place à UNI'SONS.

LA DIVERSITÉ ARTISTIQUE, MIXITE DES PUBLICS ET PARITE

UNI'SONS permet la diversité des propositions artistiques pour que le plus grand nombre de personnes se retrouver dans ses programmations variées. UNI'SONS souhaite ainsi de créer de la mixité des publics, des rencontres, du dialogue et des échanges.

Accueillir des personnes diverses dans leurs cultures, croiser les personnes pour favoriser le "vivre ensemble", tisser un lien entre les générations, permettre la rencontre des personnes qui ne croisent pas, tels sont les objectifs généraux des actions de médiation culturelle menées au quotidien par UNI'SONS. La parité femme / homme se retrouve en filigrane dans les actions menées.

DROITS CULTURELS ET ACCES A LA CULTURE POUR TOUS

Les droits culturels sont partie intégrante des droits humains et sont universels, indissociables et interdépendants. Chacun doit pouvoir exercer son droit de participer à la vie culturelle. L'une des ambitions de l'association est de faire découvrir un spectre culturel large à des populations qui n'en ont pas la connaissance ou qui manquent de conditions pour y accéder, du fait de leur âge, de leur situation économique, sociale, de problématiques de santé... Ainsi les actions de médiation culturelle sont omniprésentes pour susciter le dialogue et la curiosité et faire tomber des barrières. Elles facilitent l'accès à la culture pour tous et sont vecteurs de lien social.

Politique tarifaire en faveur des plus éloignés de la culture, actions de médiation, accompagnement des publics dans les équipements culturels : notre objectif est d'éduquer tous citoyens à ces droits culturels.

L'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

Au centre de notre projet associatif, nous souhaitons sensibiliser les enfants dès le plus jeune âge et favoriser la pratique artistique à l'adolescence. Spectateurs en herbe et citoyens à part entière, nous croyons au pouvoir de l'éducation artistique et culturelle comme moteur de développement. La pratique est une étape importante pour favoriser la compréhension, créer une interaction entre l'œuvre et la personne et développer la curiosité, la sensibilité et l'expression artistique de chacun.

En outre, nos actions nous permettent d'ancrer les jeunes dans une logique projet.

L'accompagnement des jeunes publics dans un parcours culturel développe leur sens critique et construit leur réflexion. Spectacles, expositions, concerts, rencontres, chant, écriture ... nos actions s'adressent au public scolaire, de la maternelle au lycée. Plus précisément nous travaillons avec les collégiens de 13-15 ans, car nous savons combien la déconstruction de clichés est crucial à ces âges. Nous cherchons aussi à créer de la mixité dans les groupes en intervenant aussi auprès des jeunes déscolarisés et élèves d'instituts spécialisés.

LE LIBRE ACCES : UN PROJET OUVERT AUX PERSONNES, DES ESPACES DE VIE ET DE RENCONTRES

UNI'SONS propose toute l'année des actions gratuites, variées mais complémentaires, pour que les usagers puissent trouver des portes d'entrées différentes. L'idée pour nous est de donner naissance à un moment de rencontre et de permettre à chacun d'accéder aux arts et à la culture. La convivialité est alors le maître mot de l'association : elle pose les conditions idéales pour que chacun puisse trouver sa place, le plus naturellement possible, dans notre projet culturel et dans la société de manière plus générale. Notre accompagnement vise ensuite à intégrer chaque usager dans une logique de « parcours », pour qu'il devienne acteur de sa vie culturelle.

SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'association partage de nombreuses valeurs de l'ESS (Économie Sociale et Solidaire) notamment les principes de solidarité et d'utilité sociale. Elle dispose d'un agrément ESUS. UNI'SONS porte des valeurs humanistes et citoyennes à travers la réalisation de toutes ses actions. Ces dernières sont menées pour l'épanouissement et l'expression de l'identité des hommes et des femmes qui constituent la société, dans la plus grande égalité possible. À l'écoute des usagers, elle œuvre à leur mieux vivre ensemble. Pour cela, elle met en place des actions visant la cohésion sociale et l'insertion socio-professionnelle.

UNI'SONS UN ÉQUIPEMENT OUVERT ET PLURIEL, UNE EQUIPE COMPLEMENTAIRE

Les locaux sont composés d'une salle de spectacle de 100 places debout, une salle d'exposition, un studio d'enregistrement, un studio vidéo, une salle de formation. Le lieu est ouvert du lundi au samedi de 10h à 18h, 46 semaines par an. Chaque année, environ 5 000 personnes franchissent les portes d'UNI'SONS.

L'équipe est composée de spécialiste du spectacle vivant, d'artistes formés en éducation populaire, de travailleurs sociaux, en plus des compétences en administration, gestion de projets et communication nécessaires.

UN TIERS LIEU CULTUREL DE COHESION SOCIALE, UN LIEU D'ECOLOGIE SOCIALE : L'ART EST PUBLIC

Imaginé en 2019 suite à la fermeture des commerces de proximité entourant l'association et au squattage des locaux attenants, l'Art est Public s'est construite au fur et à mesure des discussions avec les habitants et les partenaires.

Nous avons l'envie et la nécessité de proposer un lieu culturel hybride le plus ouvert possible et au croisement de plusieurs esthétiques et pratiques artistiques, avec en fil conducteur de la culture comme porte d'entrée, et notamment hip hop et inspirée des arts du monde arabe.

Loin des logiques communautaires, nous voulons l'Art est Public comme un symbole d'ouverture au sein du quartier. L'Art est Public a été aménagé par les jeunes du quartier à travers des chantiers éducatifs. Les mamans ont été associés au projet dès le début. Nous avons aussi ouvert le lieu aux artistes et partenaires culturels afin que des propositions venues des grands équipements culturels public rayonnent au sein du quartier. Suite à chaque programmation de l'Art est Public, nous partageons un verre de l'amitié afin de créer du lien et des échanges entre les membres du public souvent issus de classes sociales très différentes.

Le projet s'est construit avec les partenaires institutionnels, locaux et culturels. Véritable poumon du quartier, l'Art est Public est ensuite devenu Espace de Vie Social.

UN ESPACE D'EXPOSITION

Premier espace d'exposition de l'histoire du quartier de la Mosson, la galerie est ouverte du mardi au samedi, ainsi que les soirs de spectacles. Des expositions sont organisées tous les 6 mois dans cet espace de 60m², souvent en lien avec la programmation, l'actualité culturelle du territoire ou les actions de médiation culturelle. Un vernissage est organisé à chaque exposition pour permettre au public de rencontrer les artistes et en présence des représentants de l'État et des collectivités. Les expositions permettent de transmettre des messages et les valeurs portées par l'association et d'ouvrir l'accès à l'art contemporain aux spectateurs. Les expositions sont une proposition artistique supplémentaire dans le parcours des spectateurs qui viennent assister aux concerts.

UNE LIBRAIRIE

Première et seule librairie du quartier de la Mosson, nous proposons des ouvrages, en lien avec les expositions.

UN LIEU DE RESIDENCE ARTISTIQUE ET UN LIEU DIFFUSION

L'activité de création d'UNI'SONS est par nature musicale. Résidence de création, résidence de territoire ou enregistrement, nous accompagnons la création et aidons à la diffusion par nos scènes et nos réseaux. A ce titre les activités d'UNI'SONS et du Festival Arabesques sont complémentaires. Le festival permet de programmer une pluralité d'artistes qu'il serait impossible d'accueillir à UNI'SONS, et donne un coup de projecteur aux artistes venus travailler à UNI'SONS (studio, résidence etc). Les créations et résidences artistiques menées par UNI'SONS et les programmations de l'Art est Public se font en partie en collaboration avec le tissu associatif musical et culturel local, alors prescripteurs.

L'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS ET PRATIQUES ARTISTIQUES

Notre accompagnement d'artistes est à la fois artistique et technique. Il inclut des sessions de studios, des résidences scéniques, des formations sur les techniques du son et sur la chaîne musicale, un appui en communication et la mise en réseau avec des professionnels partenaires. Notre accompagnement vise in fine à dynamiser la scène musicale locale.

Dénicheur de talents et moteur, nous sommes à l'écoute des artistes et de leurs créations, et travaillons toujours de concert avec d'autres structures artistiques, tout en travaillant en écho avec les ressentis du public. Nous visons le rayonnement par l'art, et pour cela nous appuyons sur les réseaux professionnels régionaux, nationaux et internationaux.

LA LOGIQUE PARTENARIALE : DU LOCAL A L'INTERNATIONAL

Si le tissu associatif local nous aide dans nos projets du quotidien, nous travaillons aussi de concert avec les structures artistiques métropolitaines et régionales, d'une part dans la professionnalisation d'artistes, mais aussi dans la diffusion artistique d'esthétiques peu représentées, notamment sur les arts du monde arabe.

A l'échelle national et international, nous portons depuis 10 ans des projets d'incubation artistique et de diffusion de façon collaborative et partenariale. Chaque projet d'UNI'SONS est ainsi pensé en partenariat et prend son sens dans le faire ensemble et la co-construction.

UN FESTIVAL INTERNATIONAL : Le Festival Arabesques

Crée en 2006, le festival Arabesques accueille aujourd'hui environ 100 artistes d'une dizaine de nationalité et plus de 30 000 spectateurs. Pop, électro, gnawa, chaabi, musique arabo andalouse, musique classique, rock, spectacles pour enfants... Chaque année en septembre, le festival Arabesques se veut familial et tout public. Il privilégie la rencontre, le partage et fait vibrer le public pendant 2 semaines, majoritairement en plein air, au Domaine d'O mais aussi à l'Opéra Comédie, la Halle Tropisme et au cinéma Diagonal.

Politique tarifaire, médiation, invitation de professionnels de toute l'Europe et de Méditerranée, tout est pensé pour mixer les publics.

Une centaine de bénévoles et une quinzaine d'entreprises nous aident chaque année à réaliser le festival. Arabesques est labellisé par l'UNESCO et a le soutien de l'Institut du Monde Arabe depuis plus de 10 ans.

PROGRAMME D'ACTIVITES 2024-2025-2026-2027

POLE COHESION & INSERTION SOCIALE

Utiliser l'outil culturel à des fins de remobilisation sociale et de cohésion sociale sur le territoire



☐ L'ART EST PUBLIC

Objectifs : Tenir un Espace de Vie Sociale proposant des rencontres et des ateliers pour les habitants du quartier et des événements culturels et artistiques pour tous.

Publics : 2 000 personnes dont 2 000 habitants de quartier politique de ville

Moyens : local de 350m² situé sur les Hauts de Massane, actions d'Uni'Sons, personnel dédié.

☐ LES COULISSES SOLIDAIRES

Objectifs : Inscrire et mobiliser 50 jeunes / an (16-25 ans) se trouvant en situation de décrochage scolaire ou sans emploi ni formation, dans un accompagnement socioprofessionnel personnalisé.

Proposer 3 chantiers éducatifs par an sur des festivals pour 20 jeunes.

Accueillir 30 jeunes exclus temporairement de l'école.

Publics : jeunes sans emploi ni formation âgés de 16 à 25 ans.

Moyens : les actions événementielles d'Uni'Sons, les actions de l'Art est Public, les ateliers d'écriture, le studio, les chantiers éducatifs d'insertion sur festival



ÉDUCATION ARTISTIQUE & CULTURELLE

Actions éducatives autour du hip hop et des arts du monde arabe pour jeunes de 3 à 25 ans



ATELIERS HIP-HOP

Objectif : Permettre la créativité et l'ouverture culturelle de 250 jeunes de 12 à 25 ans par an par des ateliers d'écriture et de composition de musique hip hop. Favoriser la libre expression, accompagner un travail d'écriture, intégrer un collectif, valoriser les compétences écrites et orales, travailler la notion de projet, interroger ses valeurs/préjugés/repères, permettre l'accès à l'outil numérique.

Publics : jeunes de QPV et en particulier des Hauts de Massane, jeunes accompagnés dans le cadre de structures socioéducatives (MECS, ITEP, PJJ, foyer de

l'enfance, ASMO, UTOA), de structures médicosociales (IME), établissements de l'éducation nationale (collèges, lycées, classes ULIS).

Moyens : ateliers collectifs, session freestyle, ateliers itinérants sur demandes d'interventions dans les établissements, studio Uni'Sons et studio itinérant (ordinateurs, logiciels de MAO, console numérique, enceintes).



RENC'ART

Objectifs : permettre à 500 jeunes par an de rencontrer des personnalités influentes (artistes, sportifs, Youtubeurs), d'échanger et de débattre avec eux sur la carrière artistique ainsi que sur des sujets d'actualité..

Publics : jeunes de QPV et en particulier des Hauts de Massane, établissements de l'éducation nationale (collèges, lycées, classes ULIS) + jeunes accompagnés dans le cadre de structures socioéducatives (MECS, ITEP, PJJ, foyer de l'enfance, ASMO, UTOA)

Moyens : rencontres en petit groupe, réseau artistique, liens avec les établissements scolaires, les maisons pour tous, les médiathèques et les salles de concerts.



JEUNESSE EN ARABESQUES

Objectifs : Familiariser 2 000 jeunes de 3 à 21 ans scolarisés par an avec la culture par la rencontre avec des œuvres et des artistes et par des ateliers de pratique artistique et des récrés concerts.

-Parcours du spectateur : organiser et accompagner la rencontre entre élèves et artistes dans le cadre des programmations Arabesques : 100 jeunes /an

- Ateliers de création musicale : 60 jeunes /an

- Récrés concerts : 2 000 jeunes /an

- Etre acteur du Pôle Ressource pour l'Education

Artistique et Culturelle « chant et dialogues des cultures » avec le Centre de rencontres Abbaye de Sylvanes / OONMO/ Orchestre du Capitole, PREAC piloté par DRAC/RECTORAT de Montpellier et Toulouse / CANOPE

Publics : écoliers, collégiens, lycéens, professeurs

Moyens : réseau artistique, liens et moyens mutualisés avec les établissements scolaires et les salles de spectacles, PREAC

PROFESSIONNALISATION DES MUSICIENS

Incuber de nouveaux talents dans le courant du Hip Hop et des Arts du Monde Arabe et former aux techniques de studio d'enregistrement



□ FORMATIONS PROFESSIONNELLES

Donner 3 formations professionnelles / an

□ MUSIC SOCIAL CLUB

Objectifs : Repérer et accompagner à la professionnalisation **20 artistes émergents** / an.

Permettre deux créations scéniques ou discographiques par an

Publics : jeunes artistes des musiques hip hop ou influencées par les cultures arabes notamment issues de QPV ou bénéficiaires des minimas sociaux.

Moyens : équipe artistique, studio d'enregistrement, journée professionnelle, réseau.



□ REMOBILISATION DES MUSICIENS AU RSA

Objectifs : Accompagner **60 bénéficiaires** du RSA en relation avec le secteur musical et permettre à minima à 6 d'entre eux une insertion professionnelle.

Publics : musiciens de + de 25 ans bénéficiaires du RSA

Moyens : rendez-vous individuels, ateliers collectifs, formations intensives, studio d'enregistrement, journée professionnelle, festival arabesques.

ÉVÉNEMENTS ARTISTIQUES

Diffuser des spectacles autour des arts du monde arabe et mettre en place des actions de médiation et une politique tarifaire dédiée

□ CARAVANE ARABESQUES

Objectifs : co-programmer et s'associer à une vingtaine de spectacles dans toute la métropole et la région Occitanie autour de 2 objectifs : faire découvrir les arts du monde arabe et donner accès à la culture pour tous les publics.

Publics : **5 000 personnes.** Publics habitués des équipements culturels où est programmé le spectacle + publics du festival Arabesques et



publics éloignés de l'offre culturelle (QPV, ruralité, bénéficiaires des minimas sociaux).

Moyens : équipements culturels métropolitains et régionaux, partenariats avec les structures sociales, réseau artistique.

□ **FESTIVAL ARABESQUES**

Objectifs : valoriser les arts du monde arabe en Europe, promouvoir la diversité culturelle et le vivre ensemble

Publics : 30 000 spectateurs, 100 professionnels d'Europe et de Méditerranée et 250 000 personnes touchées par les expositions.

Moyens : partenaires culturels, réseau professionnel, médiation toute l'année, liens avec les structures sociales, équipements culturels métropolitain (Domaine d'O et Opéra Comédie)



ANNEXE IV BUDGET GLOBAL PRÉVISIONNEL DU PROJET
Année 2024-2025-2026-2027 en Euros TTC

	2024	2025	2026	2027		2024	2025	2026	2027
60- Achats	196 100	201 400	202 800	204 750	70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	315 300	318 500	321 500	325 000
Prestations de services	167 000	170 700	172 500	173 900					
Achats matières et fournitures	20 000	21 400	20 800	21 200	74- Subventions d'exploitation	967 490	987 500	1 011 200	1 034 850
Autres fournitures	9 100	9 300	9 500	9 650	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)				
61- Services extérieurs	268 800	274 050	279 600	287 150	- DRAC	93 500	93 500	93 500	93 500
Locations	91 050	92 850	94 700	96 600	- DDETS	45 000	46 300	47 750	49 200
Entretien et réparation	3 200	3 200	3 300	3 300	- DREETS +DILCRAH +FIPD-R	33 000	34 500	36 500	38 200
Assurance	10 700	10 900	11 150	11 350	Etat Appel à projets	17 000	17 000	17 000	17 000
Documentation	2 800	2 800	2 850	2 900	Région Occitanie	125 000	131 250	137 800	144 700
Sous-traitance générale et technique	161 050	164 300	167 600	173 000	Département(s) :				
[1]62- Autres services extérieurs	171 850	174 650	180 050	184 300	- Hérault	80 000	81 500	83 250	84 900
Rémunérations intermédiaires et honoraires	12 300	13 450	14 550	15 700	Intercommunalité(s) : EPCI				
Publicité, publication	31 650	32 000	34 300	36 600	- Montpellier 3M	234 400	234 400	234 400	234 400
Déplacements, missions	98 850	99 850	101 550	102 650	Appel à projet Montpellier 3M	59 600	64 600	71 600	75 600
Services bancaires, autres	29 050	29 350	29 650	29 350	- Montpellier	51 000	51 000	51 000	51 000
					Appel à projet Ville Montpellier	54 000	56 000	58 200	60 450
63- Impôts et taxes	22 100	22 500	22 900	23 300	- CAF	48 690	49 650	50 650	51 650
Impôts et taxes sur rémunération,	15 900	16 200	16 550	16 900	Fonds européens				
Autres impôts et taxes	6 200	6 300	6 350	6 400	- FSE +/- Erasmus +	56 100	56 900	58 050	61 950
64- Charges de personnel	694 840	706 150	721 850	736 850	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	70 200	70 900	71 500	72 300
Rémunération des personnels	511 700	520 000	530 600	542 400	Autres établissements publics				
Charges sociales	173 740	176 550	181 450	184 500					
Autres charges de personnel	9 400	9 600	9 800	9 950	75- Autres produits de gestion courante	86 250	88 400	90 500	92 900
65- Autres charges de gestion courante	21 350	21 500	21 700	21 900	Dont cotisations, dons manuels ou legs				
					Aides privées				
66- Charges financières					76- Produits financiers				
67- Charges exceptionnelles					77- produits exceptionnels	41 000	41 200	41 400	41 600
68- Dotation aux amortissements	35 000	35 350	35 700	36 100	78- Reprises sur amortissements et provisions				
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES					RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES				
Charges fixes de fonctionnement									
Frais financiers									
Autres									
TOTAL DES CHARGES	1 410 040	1 435 600	1 464 600	1 494 350	TOTAL DES PRODUITS	1 410 040	1 435 600	1 464 600	1 494 350

**- ANNEXE V -
MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS**

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 7 est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus. Avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 10 fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Projet (dans le cadre d'un programme d'actions présentation des objectifs et des d'indicateurs par projet)	Objectifs	Indicateurs quantitatifs associés à l'objectif	2023 valeurs de références	2024	2025	2026	2027	Indicateurs qualitatifs associés à l'objectif* <i>(en cours de construction avec les partenaires)</i>
L'Art est Public	Animer un Espace de Vie Sociale	Nombre d'habitants	2000					Apport de l'EVS aux actions d'UNI'IONS
		Nombres de projets avec les habitants	2					
		Nombre de Copil Caf	2					
	Proposer des rencontres et des ateliers pour les habitants du quartier et des événements culturels et artistiques pour tous.	Nombre de participants	1100					Typologie des publics (tableau suivi des publics). H/F
Les Coulisses Solidaires	Inscrire et mobiliser les 16-25 ans se trouvant en situation de décrochage	Nombre de jeunes mobilisés	45					Parcours du jeune dans l'association
		Nombres d'hommes / femmes	50%					Typologie des publics (tableau de suivi)

	scolaire ou sans emploi ni formation.	Durée du parcours dans l'association	2 ans					Situation du jeune à son entrée et à sa sortie
	Proposer 3 chantiers éducatifs par an sur des festivals pour 20 jeunes	Nombre de jeunes participants	31					Retours des organisateurs
		Nombre de chantiers éducatifs menées	4					Retours des jeunes
	Accueillir 30 jeunes exclus temporairement de l'école via le PRE.	Nombre de jeunes accueillis	30					Retour des jeunes
		Fréquence des accueils	1,5j / semaine					Retour de leurs encadrants
Atelier Hip-Hop	Canaliser 250 jeunes autour d'un projet musical.	Nombre de participants	300					Ponctualité des jeunes, discipline
		Nombre de filles	30%					Typologie du public
		Nombre d'ateliers	120					Retours des jeunes
	Permettre l'écriture et la composition musicale	Nombre de titres créés	60					Qualité artistique des projets musicaux
Renc'Art	Permettre à 400 jeunes de rencontrer des personnalités influentes (artistes, sportifs, Youtubeurs),	Nombre de participants	600					Impact sur les jeunes
		Nombre de Renc'Art	6					
	Donner la parole aux jeunes, leur permettre d'être acteur d'un débat citoyen	Nombre de questions des jeunes par rencontres	10					Qualité des échanges
Jeunesse Arabesques	en	Accueillir au total plus 2 000 jeunes de 3 à 21 ans scolarisés	2700					Identification d'Uni'Sons et des différents lieux culturels
		Mettre en place des	60					

		ateliers de création musicale pour 60 jeunes	Nombre d'ateliers	12					Qualité de la création
		Créer des récré-concerts pour 2 000 jeunes	Nombre de récré-concerts	33					Retours des artistes et des encadrants pédagogiques
			Nombre d'établissements	33					Comportement des élèves pendant les concerts
		Créer un parcours du spectateur : autour des programmations Arabesques pour 100 jeunes /an	Nombre de spectateurs	644					Retour des élèves et professeurs
			Nombre de programmations	4					Retours des artistes
		Etre acteur du Pôle Ressource pour l'Education Artistique et Culturelle « chant et dialogues des cultures »	Nombre de réunions pour des acteurs du PREAC	3					Qualité des travaux de restitution
			Nombre de livrables	1					Liens entre les acteurs en dehors du PREAC
Music Club	Social	Repérer les musiciens émergents de la Région dans les esthétiques Hip hop et inspirés des musiques arabes	Nombre de musiciens repérés	4					Typologie des artistes (tableau de suivi)
			Nombres d'artistes féminines accompagnées	1					
			Nombre de séances d'accompagnement	4					Retours des musiciens accompagnés
		Accompagner à la création	Nombre de créations scéniques	2					Qualité des concerts
			Nombre d'enregistrements	2					Qualité des enregistrement
			Nombre de diffusion et de spectateurs	600					Retour des spectateurs

Remobilisation des musiciens au RSA	Permettre l'insertion sociale de 60 musiciens au RSA.	Nombre de musiciens au RSA accompagnés	60					Tableau des suivis
	Permettre l'insertion professionnelle de 8 musiciens au RSA.	Nombre de mise en parcours	10					Type de mise en parcours
		Nombre de sorties positives	8					Type de sorties positives
Caravane Arabesques	co-programmer des spectacles sur les arts du monde arabe en Région Occitanie	Nombre de programmations	10					Retours des co-organisateurs
		Part d'artistes féminines	3					
		Nombre de spectateurs	3 000					Retours du public
	s'associer à une vingtaine de spectacles dans toute la métropole et la région Occitanie	Nombre de partenaires	7					Qualité des partenariats
Festival Arabesques	Valoriser les arts du monde arabe en Europe	Nombre d'artistes arabes et inspirés du monde arabe	118					Qualité de la programmation pluridisciplinaire
		Part d'artistes féminines	9					
		Nombre de professionnels	15					Retours des professionnels
		Prix moyen du billet	14€					Typologie du public par la billetterie
	Promouvoir la diversité culturelle et le vivre ensemble.	Nombre d'artistes régionaux	4					Retours du public

	Organiser des spectacles tout public, faire venir des artistes internationaux et des talents émergents.	Taux de remplissage	63%					Retours des artistes
								Retours presse

ANNEXE VI
MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION UNI'IONS
Comptes de Résultats en Euros TTC

	2024	2025	2026	2027		2024	2025	2026	2027
60- Achats					70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services				
Prestations de services									
Achats matières et fournitures					74- Subventions d'exploitation				
Autres fournitures					État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)				
61- Services extérieurs					- DRAC				
Locations					- DDETS				
Entretien et réparation					- DREETS + DILCRAH + FIPD-R				
Assurance					Région(s) :				
Documentation					- Occitanie				
Sous-traitance générale et technique					Département(s) :				
[1]62- Autres services extérieurs					- Hérault				
Rémunérations intermédiaires et honoraires					Intercommunalité(s) : EPCI				
Publicité, publication					- Montpellier 3M				
Déplacements, missions					Commune(s) :				
Services bancaires, autres					- Montpellier				
					Organismes sociaux (détailler) :				
63- Impôts et taxes					- CAF				
Impôts et taxes sur rémunération,					Fonds européens				
Autres impôts et taxes					- FSE +/- Erasmus +				
64- Charges de personnel					L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)				
Rémunération des personnels					Autres établissements publics				
Charges sociales									
Autres charges de personnel					75- Autres produits de gestion courante				
65- Autres charges de gestion courante					Dont cotisations, dons manuels ou legs				
					Aides privées				
66- Charges financières					76- Produits financiers				
67- Charges exceptionnelles					77- produits exceptionnels				
68- Dotation aux amortissements					78- Reprises sur amortissements et provisions				
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES					RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES				
Charges fixes de fonctionnement									
Frais financiers									
Autres									
TOTAL DES CHARGES					TOTAL DES PRODUITS	0			

ANNEXE VII

CHARTRE RELATIVE À L'ORGANISATION D'ÉVÈNEMENTS ET MANIFESTATIONS RESPONSABLES SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Considérant que Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une politique publique ambitieuse de prévention, de réemploi, recyclage et compostage des déchets, devant la conduire à réduire de 40% les ordures ménagères résiduelles produites,

Considérant que les événements se déroulant sur la voie publique ou dans les équipements publics peuvent générer des quantités importantes de déchets dont le coût de collecte et de traitement sont en constante augmentation, tout comme les coûts de nettoyage,

Considérant que les déchets générés lors d'événements public peuvent contrevenir à la bonne propreté et salubrité de l'espace et des salles publics, et se retrouvent dans les réseaux pluviaux qui conduisent à une pollution des milieux marins,

Considérant que, compte tenu des effets délétères du réchauffement climatique et des pollutions sur l'environnement et la santé humaine, il est déterminant que les événements s'inscrivent dans une démarche de responsabilité sociale et environnementale, et de sensibilisation des participants à la protection de l'environnement, et de réduction du tout jetable,

Considérant que la présente charte s'inscrit dans une stratégie globale, cohérente et ambitieuse d'événementiel et de subventionnement durables portée par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier au travers de l'élaboration du nouveau Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), mais également d'un Schéma de Promotion des Achats Publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) pour l'administration mutualisée,

Montpellier Méditerranée Métropole établit la présente charte qui devra être signée et appliquée par toute personne physique ou morale bénéficiant :

- d'une autorisation d'occuper le domaine public délivrée par Montpellier Méditerranée Métropole à des fins d'organisation d'événements ou de manifestations sur la voie publique,
- d'une mise à disposition gratuite ou onéreuse de salle publique par Montpellier Méditerranée Métropole en vue de l'organisation d'un événement,
- d'une subvention attribuée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un projet lié à l'organisation d'un événement ou d'une manifestation sur la voie publique ou dans une salle publique,
- d'un prêt de matériel par Montpellier Méditerranée Métropole aux fins d'organisation d'un événement.

Au sens de la présente charte, un « événement » est tout rassemblement et manifestation ponctuelle relevant du domaine sportif, récréatif ou culturel, à but lucratif ou non lucratif, ainsi que toute exposition temporaire ou permanente, fête, kermesse.

Article 1 : prévention et tri des déchets

Les organisateurs d'événements concernés par la présente charte s'engagent à recourir à des gobelets et contenants pour boisson lavables et réutilisables. Ils favorisent un marquage neutre de ces contenants afin d'en permettre une réutilisation lors d'autres événements ou lors d'éditions ultérieures. Le cas échéant, ils instaurent un dispositif de consigne pour éviter que les participants gardent ces contenants à l'issue de la manifestation.

Les organisateurs privilégient des boissons dont le conditionnement est en vrac, en grande quantité ou dans des contenants consignés, et, le cas échéant, dans des emballages recyclables (PET, aluminium). Ils proscrivent la distribution et la vente de bouteilles d'eaux dans des contenants en plastique, et privilégient la mise à disposition d'eau du robinet ou de fontaines à eau.

Lorsqu'un service de restauration et de préparation de denrées alimentaires est prévu sur place, les contenants, assiettes et couverts sont également lavables et réutilisables, et non à usage unique.

Les organisateurs s'engagent à organiser un tri scrupuleux :

- des emballages produits par l'organisation et les participants (selon les consignes de tri en vigueur sur le territoire de la Métropole),
- des biodéchets en vue du compostage de proximité ou en plateforme de compostage.

Les organisateurs s'engagent à limiter la distribution d'affiches, flyers, supports et autres documents au strict nécessaire pour la promotion de l'évènement. Ils en limitent l'abondance et la taille, privilégient le recto/verso et l'impression sur du papier recyclé non glacé.

Ils proscrivent la distribution de cadeaux, ballons de baudruche et objets publicitaires (« goodies ») non recyclables et/ou à usage unique, ainsi que tout objet contenant des piles, des aimants ou contenant des substances dangereuses. Ils privilégient ainsi des cadeaux dématérialisés ou à vocation culturelle ou de loisirs.

Les organisateurs ne réalisent aucun lâcher de ballon s'accompagnant ou non de bougies ou de dispositifs lumineux, et proscrivent l'usage des paillettes, gommettes et confettis en plastique ou matière synthétique.

Les organisateurs s'engagent à porter un message d'information clair auprès des participants, à rappeler clairement et régulièrement les consignes de tri (annonces micro, panneaux, signalisation...). Ils incitent les participants à adopter des pratiques de réduction des déchets, grâce à une information en amont de l'évènement (apport de gourdes personnelles par exemple).

En amont de l'évènement, Montpellier Méditerranée Métropole facilite la mise à disposition des poubelles, bacs de tri, points de regroupements idoines, et selon la typologie des déchets, des collectes adaptées selon les conditions en vigueur dans son règlement. Un cadrage est réalisé, en amont de l'évènement et selon son importance, sur les moyens humains et matériels nécessaires, les éventuels frais de gestion demandés et la spécificité des déchets pouvant être prise en charge par le service public. En lien avec sa stratégie de déploiement de fontaines à eau dans l'espace public, la Métropole ainsi que la Régie des Eaux étudient la possibilité de déployer de nouvelles fontaines dans les espaces publics accueillant fréquemment des évènements, ainsi que des fontaines temporaires (selon les réseaux à proximité).

Article 2 : incitation à une mobilité bas carbone des participants

Les organisateurs incitent les intervenants et les participants à se rendre à l'évènement avec des moyens de transport faiblement émetteurs de gaz à effet de serre.

Pour ce faire, ils peuvent prévoir des modalités de remboursement des frais de déplacement incitant à se déplacer en train selon les distances parcourues (distance cible de 1 000 kilomètres environ).

Ils informent et encouragent les participants, en amont de l'évènement, à se déplacer en train, en transports en commun, à bicyclette, en co-voiturage, à pied... et prévoient des incitations en ce sens.

Ils prévoient également un plan d'accès au site identifiant les transports en commun, ainsi que les pistes cyclables et chemins praticables à pied.

Article 3 : alimentation locale, biologique et faiblement carbonée

Les organisateurs s'engagent, lorsqu'un service de restauration est fourni aux participants, à proposer en priorité des produits locaux (Département de l'Hérault, Région Occitanie), et/ou bénéficiant d'une certification relative à leur production biologique.

Chaque étape du menu (boissons, entrée, plat, dessert...) permet idéalement aux participants de choisir un produit local et/ou issu de l'agriculture biologique.

Ils s'efforcent de proposer au moins une alternative végétarienne aux plats dits « principaux » contenant de la viande et du poisson.

Ils veillent à réduire le gaspillage alimentaire en adaptant la quantité des denrées prévues, en favorisant la consommation des denrées sur place, ainsi que le don dans les conditions prévues par la réglementation.

Article 4 : réduction du bruit, de la pollution lumineuse et de la consommation d'énergie et d'eau

Les organisateurs veillent à réduire les nuisances lumineuses envers l'environnement naturel et humain immédiat. Ils appliquent en ce sens l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

Les organisateurs veillent à réduire les nuisances sonores envers l'environnement naturel et humain immédiat. Ils sensibilisent les participants au respect de la tranquillité publique, en particulier la nuit.

Ils emploient des équipements électriques de basse consommation (lampes LED), ainsi que des systèmes économiseurs d'eau.

Selon la nature de l'évènement, un diagnostic des consommations d'eau et d'énergie permet d'identifier toutes les sources de consommation et d'instaurer des actions préventives en vue de la sobriété de l'évènement.

Article 5 : affichage sauvage

Les organisateurs s'engagent à ne réaliser aucune campagne d'affichage sauvage, c'est-à-dire à disposer des affiches ou autres documents de promotion en dehors des panneaux réservés à cet effet sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Ils sensibilisent et veillent à ce que les participants ne dégradent pas le mobilier urbain (collages d'affiches, d'autocollants sur des bancs et poteaux, etc.).

Conformément aux dispositions de l'article L581-34 du Code de l'environnement, l'affichage sauvage pourra faire l'objet de sanctions financières pouvant s'élever à 7.500 d'amende.

Les présentes mesures peuvent faire l'objet de dérogations et d'adaptations, sur demande des organisateurs en amont de l'évènement, dans le cadre de sujétions particulières portées à la connaissance de l'administration (public, lieu et modalités d'organisation).

Fait à

Signature et cachet

Références bibliographiques non exhaustive

Ademe, Organiser mon évènement éco-responsable, Guide Antilles-Guyane

Syvedac, 50 actions pour organiser des éco évènements

Zero Waste France, Mon évènement Zero Waste, 12 actions pour amorcer une démarche zéro déchet

montpellier3m.fr

